

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2014
Français
Original : anglais

Troisième session

New York, 28 avril-9 mai 2014

**Déclaration commune de la Conférence P5 de Beijing :
Renforcer la confiance stratégique et travailler ensemble
à la mise en œuvre des conclusions de la Conférence
d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes
nucléaires, Beijing, 14-15 avril 2014**

**Document de travail présenté par les cinq pays possédant
l'arme nucléaire (P5)**

1. Les cinq pays possédant l'arme nucléaire (P5) se sont réunis à Beijing les 14 et 15 avril 2014, sous la présidence de la Chine, afin de faire fond sur les conclusions de leurs conférences tenues à Londres en 2009, à Paris en 2011, à Washington en 2012 et à Genève en 2013 (organisée par la Russie). Ils ont examiné les progrès de la mise en œuvre des engagements pris lors de la Conférence d'examen de 2010 et poursuivi leurs débats sur les questions relatives aux trois piliers du Traité, à savoir le désarmement, la non-prolifération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ils ont également eu d'utiles échanges de vues avec des représentants de la société civile.

2. Les P5 ont passé en revue les principaux acquis du Comité préparatoire 2013 de la Conférence chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 ainsi que dans le contexte du Traité, depuis la conférence de Genève en 2013. Ils ont réaffirmé que le Traité restait la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire et le fondement de l'objectif de désarmement nucléaire, et qu'ils demeuraient attachés à son renforcement. Ils ont souligné la nécessité de continuer à travailler de concert à la mise en œuvre du plan d'action adopté par consensus à la Conférence d'examen de 2010 et ont réaffirmé leur attachement aux objectifs communs que sont le désarmement nucléaire et le désarmement général et complet, énoncés à l'article VI du Traité. Les P5 entendent continuer à progresser dans leur approche par étapes du désarmement nucléaire, seule voie pratique pour un monde sans armes nucléaires et pour s'acquitter de leurs obligations au titre du Traité.



3. Les P5 ont l'intention de faire des progrès dans le domaine des obligations conventionnelles et des engagements figurant dans le plan d'action de la Conférence d'examen de 2010. Ils ont fait avancer leurs débats précédents sur les questions de transparence, de renforcement de la confiance et de vérification, et ont salué le consensus qu'ils ont atteint sous la présidence de la France concernant un cadre d'établissement de rapport. Ils se sont mutuellement présenté leur rapport national établi conformément à ce cadre et aux mesures n^{os} 5, 20 et 21 énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010, l'objectif étant de faire rapport au Comité préparatoire de 2014. Ils encouragent d'autres États parties au Traité à présenter des rapports, conformément à la mesure n^o 20 du Document final.

4. Les P5 ont passé en revue le travail accompli par le Groupe de travail sur le glossaire des principaux termes nucléaires sous la direction de la Chine, et ont noté à cet égard les résultats positifs de la deuxième réunion d'experts du Groupe de travail, tenue à Beijing les 26 et 27 septembre 2013, qui a posé les jalons de la première phase de l'élaboration du glossaire en vue de la Conférence d'examen de 2015. Le Groupe de travail pourra s'appuyer solidement sur les progrès de ce projet pour soumettre à la Conférence d'examen de 2015 ses conclusions sur les termes actuellement à l'étude. Ils ont souligné à nouveau l'importance de ces travaux qui allaient leur permettre de mieux se comprendre mutuellement et de faciliter la poursuite de leurs débats sur les questions nucléaires au-delà de 2015.

5. Les P5 ont eu un échange de vues sur leurs doctrines nucléaires, la stabilité stratégique et la sécurité internationale du point de vue de chacun des pays concernés afin d'acquérir une meilleure appréciation et de renforcer la confiance stratégique. Ils ont également évoqué l'importance de la vérification pour avancer sur la voie du désarmement et garantir le succès des efforts de non-prolifération. Les P5 ont salué les exposés de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique sur les modalités d'application du nouveau traité START, ainsi que sur la mise en œuvre de l'Accord concernant l'élimination de l'uranium hautement enrichi extrait des armes nucléaires, signé par les Américains et les Russes à Washington le 18 février 1993, et sur le Protocole s'y rapportant sur les arrangements de transparence en matière d'uranium hautement enrichi. Ils ont partagé d'autres informations sur leurs expériences respectives en matière de vérification et ont décidé de poursuivre ces échanges.

6. Dans un souci de transparence et de compréhension mutuelle renforcées, les P5 ont effectué une visite au Centre national de données chinois pour la mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils ont rappelé qu'ils s'étaient engagés dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010 à prendre des mesures concrètes pour accélérer l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils ont demandé à tous les États de maintenir leur moratoire national sur les essais d'armes nucléaires et tout autre type d'explosion nucléaire et s'abstenir de tout acte incompatible avec l'objet et le but du Traité en attendant son entrée en vigueur. Les P5 veulent continuer de coopérer pour renforcer le régime de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils ont confirmé qu'ils appuyaient l'arrangement *ad referendum* de collaboration de leurs experts techniques du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, afin d'améliorer les techniques et les technologies critiques d'inspection sur site.

7. Les P5 ont appuyé les efforts de revitalisation de la Conférence du désarmement et restent préoccupés par l'impasse dans laquelle elle se trouve. Ils se sont interrogés sur les mesures à prendre pour l'en faire sortir et ont réaffirmé leur appui à un programme de travail complet prévoyant l'ouverture immédiate de négociations à la Conférence sur un instrument international juridiquement contraignant et vérifiable interdisant la production de matières fissiles (Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles) pour la fabrication d'armes nucléaires et autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au document CD/1299 et au mandat qu'il contient. Les P5 ont pleinement participé à la première session du groupe d'experts gouvernementaux du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution [67/53](#), et attendent avec intérêt de participer à nouveau aux travaux du groupe.

8. Les P5 ont réaffirmé la contribution historique du processus pragmatique et échelonné de désarmement nucléaire et ont souligné la validité constante de cette démarche. Ils ont par ailleurs signalé qu'ils avaient la même appréciation des graves conséquences qu'entraînerait l'utilisation de l'arme nucléaire et réaffirmé leur détermination à donner la priorité absolue aux moyens d'éviter une telle situation, ce qui est dans l'intérêt de tous les pays.

9. Les P5 ont fait part de leurs vues sur les questions d'actualité de la prolifération nucléaire et restent préoccupés par les graves menaces qui pèsent sur le régime de non-prolifération. Ils se sont engagés à poursuivre leurs efforts sous différentes formes et dans différentes instances internationales pour trouver des solutions diplomatiques et pacifiques aux difficultés que rencontre encore le régime de non-prolifération. Comme ils l'avaient fait auparavant et dans la perspective du Comité préparatoire de 2014, ils ont appelé les États concernés à s'acquitter sans tarder de leurs obligations internationales au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, des engagements contractés vis-à-vis de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'autres engagements internationaux pertinents.

10. Les P5 ont parlé des mesures à prendre pour décourager les recours abusifs à la dénonciation du Traité (art. X). Ils ont décidé de s'efforcer d'élargir le consensus entre les États parties sur la question de la dénonciation du Traité au sein du Comité préparatoire de 2014, apportant ainsi une nouvelle contribution au processus d'examen du Traité.

11. Les P5 ont fait le point des actions qu'ils avaient engagées pour permettre l'entrée en vigueur dès que possible des protocoles juridiquement contraignants aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. Ils ont renouvelé leur appui à la convocation rapide d'une conférence à laquelle participeraient tous les États du Moyen-Orient, à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, sur la base d'arrangements librement consentis par les États de la région.

12. Les P5 ont examiné les questions relatives au renforcement du système de garanties de l'AIEA. Ils ont souligné la nécessité de renforcer ce système en encourageant l'adoption universelle du Protocole additionnel et en mettant au point des approches de l'application des garanties sur la base de facteurs objectifs propres aux États. Ils ont également examiné le rôle des États sans armes nucléaires à qui il appartenait, conformément aux dispositions du Traité de non-prolifération, d'aider l'AIEA dans les dossiers impliquant la détection possible de programmes d'armement nucléaire dans des États non dotés d'armes nucléaires.

13. Les P5 ont noté qu'ils étaient plus que jamais engagés dans des échanges réguliers sur les questions de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération. Ils se sont promis de continuer à se rencontrer, à tous les niveaux appropriés, pour examiner les questions nucléaires afin de promouvoir le dialogue et la confiance mutuelle. Ils comptent également convoquer une sixième conférence des P5, en plus des réunions à tous les niveaux appropriés. Ils se sont félicités de la proposition du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'accueillir cette conférence à Londres en 2015.
